

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 06 Décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAINIERE DE PICARDIE BC SAS

B.P. 89
80200 Buire-Courcelles

Code AIOT : 0005102036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement LAINIERE DE PICARDIE BC SAS implanté BP 20089 80200 Buire-Courcelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAINIERE DE PICARDIE BC SAS
- BP 20089 80200 Buire-Courcelles
- Code AIOT : 0005102036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Lainière de Picardie à Buire-Courcelles est autorisé à exploiter une installation de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvements d'eau et sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.18.1	/	Sans objet
2	Circuit fermé	Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.18.2	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.19.2	/	Sans objet
4	Forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	/	Sans objet
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 1 -2 / Annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur les prélèvements d'eau de l'établissement, les actions lancées, notamment dans le cadre de la période de sécheresse 2023, afin de les diminuer et sur le nécessaire entretien du forage en eau souterraine.

La visite a également permis de présenter l'action régionale de réduction des prélèvements d'eau des ICPE les plus consommatrices d'eau et l'arrêté préfectoral complémentaire qui leur sera proposé dans ce cadre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.18.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions dans la conception et l'exploitation des installations sont prises en vue de limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m³)	Prélèvement horaire	Prélèvement journalier m³/j
Eau souterraine (forage profond de 20m)	550 000	2 pompes de 100 et 200 m³/h	1800
Réseau public	7 000	-	

Pour le réseau public et pour les forages, l'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation d'eau, au moyen de dispositifs de mesures volumétrique totalisateurs situés en amont du réseau d'alimentation en eau. Les relevés sont effectués journalièrement et les résultats sont reportés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté les données déclarées dans GEREP ces dernières années. Le tableau suivant reprend ces données de prélèvement annuel :

Année	2022	2021	2020	2019
Eau souterraine (en m³/an)	202 722	188 299	175 225	335 353
Réseau (m³/an)	3 730	2 732	0	0

Les valeurs limites fixées sont largement respectées. Une diminution importante du niveau de prélèvement est constatée entre 2019 et les années suivantes. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'en 2019 un dysfonctionnement s'était produit au niveau du compteur ce qui l'avait obligé à estimer le volume annuel prélevé (sur les bases de la production et de données récupérées auprès de l'agence de l'eau) car les données du compteur étaient inexploitable. Il a également précisé avoir connu une diminution de la production de produits finis : de 47,76 millions de m² en 2018 à 26,79 millions de m² traités en 2022.

Au 31 août 2023, les prélèvements d'eau en 2023 s'élevaient à 129 060 m³.

Le relevé des dispositifs de mesure totalisateurs ne sont pas effectués journalièrement. L'exploitant a présenté un registre informatisé du relevé des compteurs. On constate que le relevé est effectué plusieurs fois par semaine, mais pas quotidiennement, et que pendant des périodes d'absence de l'opérateur effectuant les relevés, aucun relevé n'est effectué (par exemple aucun relevé entre le 10 et le 22 mars 2023 et entre 1er et le 25 juillet 2023).

Les relevés sont actuellement manuels, l'exploitant a indiqué envisager la mise en place d'une télérelève.

Observations :

Observation n°1 : L'exploitant confirmera sous un mois avoir mis en place le relevé journalier des compteurs d'eau au niveau de l'alimentation en eau du réseau public et du forage, associés à un reporting.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Circuit fermé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.18.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en circuit fermé des installations de refroidissement

Prescription contrôlée :

A compter du 1er juin 2014, les groupes froids présents sur le site fonctionnent tous en circuit fermé (notamment machines DSL1 – DSL3 – PP3- PP4- STL1 – STL 2 – DSL-S1 et STL3)

Constats :

L'exploitant a indiqué que la machine PP3 avait été démantelée.

Les autres machines visées dans cette disposition se situent dans un atelier qui a vocation à moyen terme à être transformé en une zone de stockage sur le site. L'établissement s'est en effet lancé dans une démarche de révision du parc de production avec un plan industriel à 3 ans.

L'exploitant a précisé que les machines visées ici sont toutes refroidies par un groupe froid dénommé « Daikin Toiture ». Sept groupes froids sont présents sur le site et tous fonctionnent avec des fluides frigorigènes, l'exploitant a indiqué qu'aucune installation de refroidissement à l'eau n'était présente sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : <i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, en particulier après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i> <i>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</i> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne dans le réseau communal ou vers le milieu naturel).
Constats : L'exploitant a présenté un plan daté du 7 juillet 2016 représentant le réseau des eaux usées (eaux pluviales et eaux industrielles) et les autres réseaux d'eaux : douce, glacée, brute, polluée. Sur ce plan un certain nombre de compteurs sont annotés « à ajouter » mais l'exploitant a indiqué que cela n'avait pas été fait. Au niveau de l'alimentation on distingue deux réseaux : l'eau brute et l'eau adoucie.
Observations : Observation n° 2 : Le plan des réseaux d'eau n'est manifestement pas à jour. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un tel plan à jour sous 2 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien Forage
Prescription contrôlée : <i>Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.</i> <i>Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du [CODERST], prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence.</i>
Constats : Initialement le forage était équipé d'une pompe de débit 100 m ³ /h et une pompe de débit 200 m ³ /h. Il y a plusieurs années la pompe de 200 m ³ /h a été remplacée par une pompe de 100 m ³ /h. L'exploitant a indiqué ne pas être en capacité de préciser la date de création du forage, et ne pas disposer de documentation technique à son sujet. Aucun entretien récent n'a été réalisé au niveau du forage. L'exploitant s'est engagé en séance à procéder à la vérification de l'état de son forage prochainement. Par courriel du 16 octobre 2023 il a précisé être en cours de consultation d'entreprises spécialisées sur le sujet.
Observations : Observation n°3 : L'exploitant indiquera sous un mois à l'inspection des installations classées la période prévue pour réaliser la vérification de l'état de son forage. L'exploitant mettra en œuvre les actions d'entretien et /ou réparation éventuellement préconisées dans le rapport de vérification, qu'il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 1 -2 / Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Le présent arrêté acte le franchissement de certains seuils définis dans l'arrêté-cadre du 25 octobre 2022 [...]</i></p> <p><i>Article 2 : Les secteurs concernés par les mesures et les niveaux de gestion définis pour chacun d'eux, en référence à l'arrêté cadre départemental du 25 octobre 2022 susvisé, sont présentés dans le tableau ci-dessous [...]</i></p> <p><i>Zone d'alerte : Somme Amont - Niveau de gestion associé : Vigilance renforcée</i></p> <p><i>Annexe 1 : Mesures applicables pour chaque niveau de gestion</i></p> <p><i>Exploitation des ICPE : En vigilance renforcée, mesures coordonnées de limitation des usages, sans réel enjeu de productivité économique, avec pour objectif de diminuer les consommations de 5 % fixées à la diligence du préfet.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin versant de la Somme Amont a été placé en vigilance sécheresse par arrêté préfectoral du 23 mai 2023, puis en vigilance renforcée par arrêté du 17 juillet 2023, reconduit par l'arrêté préfectoral du 22 août 2023.</p> <p>Il ressort des relevés présentés par l'exploitant que le prélèvement journalier moyen a été de l'ordre de 625 m³/j en juin 2023 ; de 630 m³/j en juillet 2023 ; de 500 m³/j en août, où l'établissement a procédé à un arrêt technique annuel de deux semaines ; et de l'ordre de 700 m³/j en septembre. Le mois d'août a donc connu en moyenne une diminution des prélèvements de 20 % avant d'augmenter à nouveau de 40 % en septembre. Si on considère la moyenne sur août – septembre (600 m³/j) par rapport aux mois de juin-juillet (627,5 m³/j) on a donc une diminution des prélèvements de l'ordre de 4,4 %.</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suite au passage du bassin versant en vigilance, le sujet a été évoqué en réunion de production ; - suite au passage en vigilance renforcée, les responsables de services ont été réunis le 28 juillet afin d'identifier des pistes d'amélioration en termes de prélèvements d'eau ; - une procédure de « <i>sensibilisation sécheresse renforcée</i> » a été rédigée en date du 22 août 2023 : cette procédure, présentée à l'inspection, rappelle le contexte et les bonnes pratiques notamment vis-à-vis de l'identification de fuites sur les réseaux ; - des affichages de sensibilisation ont eu lieu sur les écrans dynamiques du site ; - une ébauche de plan d'actions a été réalisée, et présentée en séance : il vise les deux postes identifiés comme les plus gros consommateurs d'eau par l'exploitant : la partie Teinture, et la chaudière. Il prévoit également la mise en place de compteurs supplémentaires sur le site. <p>Le sujet de la recherche de fuites a également été évoqué. L'exploitant a indiqué que l'arrêt annuel d'août 2023 avait permis la détection d'une fuite sur son réseau d'eau, et qu'il planifierait des travaux de recherches de fuites lors de ses prochains arrêts techniques (une semaine en décembre et 2 semaines en été).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Action régionale Prélèvement d'eau - sécheresse

Le sujet de l'action régionale de l'inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau et la sécheresse auprès des ICPE consommant plus de 50 000 m³/an d'eau a été évoqué. Une réunion ayant pour but de présenter le contexte, et l'action, aux établissements concernés du département de l'Aisne a été organisée en visioconférence le 4 février 2021.

En 2023 le Ministre de la transition Ecologique et Solidaire a par ailleurs placé le sujet de la sécheresse parmi les priorités d'actions nationales de l'inspection des installations classées.

La commune de Buire-Courcelles est située dans le Bassin versant de la **Somme Amont** placé en «**vigilance sécheresse**» par arrêté préfectoral du 23 mai 2023, confirmée par arrêté du 15 juin 2023. Un arrêté préfectoral du 17 juillet 2023 l'a ensuite placé en niveau de «**vigilance renforcée**», confirmé par arrêté du 22 août 2023.

En 2022, le bassin versant a été placé en situation de vigilance sécheresse par arrêté préfectoral du 18 août 2022 jusqu'au 31 octobre 2022.

En 2021 il n'y a pas eu d'arrêté « sécheresse » de restriction des usages de l'eau dans le département.

La société Lainière de Picardie prélève ses eaux destinées au process industriel dans la nappe d'eau souterraine « nappe de la craie de la vallée de la Somme Amont » via un forage.

Par courrier du 26 mars 2019, l'inspection des installations classées a questionné les gros préleveurs (> 50 000 m³/an), dont fait partie la société Lainière de Picardie, sur leurs pratiques en matière de réduction des prélèvements d'eau depuis plusieurs années, et notamment lors des périodes de sécheresse. L'exploitant a notamment précisé par courriel du 4 avril 2019 avoir procédé aux actions suivantes :

- « - Augmentation des réseaux de retour condensats de nos machines vers la bâche alimentaire chaufferie ;
- Installation d'un nouveau groupe froid en 2017 et un en 2018 remplaçant le refroidissement de machines avec eau industrielle ;
- remplacement de nos centrales d'air avec humidification. Choix de la technologie de pulvérisation plutôt que les laveurs préalablement installés. »

Lors de la visite, au regard de ses niveaux de prélèvement, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale, et a évoqué les dispositions associées :

- réduction des niveaux de prélèvements limites en corrélation avec les prélèvements réels ;
- transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse. Pour permettre ces saisies, l'inspection des installations classées mettra à jour le cadre GIDAF de l'établissement ;
- remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but de réduire les prélèvements ;
- remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » avec pour objectifs une diminution des prélèvements de 5 % en cas de vigilance renforcée ; 10 % en cas d'alerte ; 20 % en cas d'alerte renforcée.

La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct à Monsieur le Préfet.